

## **L'envie de participer à la « chose publique » repose sur deux piliers : agir sur ses propres conditions d'existence et agir pour le bien commun**

*Contribution aux débats par **Claire Villiers**, vice-présidente du Conseil régional Ile-de-France*

La rencontre 2007 de l'OIDP a choisi de s'arrêter sur « ceux et celles qui ne participent pas ». La région Ile de France est heureuse de cette opportunité offerte pour interroger ses propres pratiques.

En France, les domaines d'intervention des régions ont profondément évolué depuis la première loi de décentralisation de 1981-82. Entre les compétences données par la loi et celles dont les collectivités régionales se sont dotées en fonction de leurs engagements auprès des électeurs et électrices, on se rend compte que ce n'est pas très clair pour les citoyens. Ce flou dans le « qui est responsable de quoi » est une vraie difficulté pour une participation individuelle et collective.

En effet je constate que la défiance qui s'installe entre les citoyens et leurs représentants trouvent son origine dans une certaine dévitalisation de la vie politique collective mais aussi dans une déception très profonde quant aux promesses et engagements non tenus. Dit autrement, la crise de notre démocratie est au moins autant une crise de ses formes qu'une crise des réponses politiques.

L'envie de participer à la « chose publique » repose en effet sur deux piliers : agir sur ses propres conditions d'existence et agir pour le bien commun. L'une ne va pas sans l'autre pour la grande majorité. Un bon nombre de salariés ont, dans leur entreprise fait l'expérience du « management participatif » : ils et elles en ont gardé très souvent le sentiment d'avoir donné de leur temps, de leur intelligence, sans aucun contrôle du résultat. Ils ne veulent plus de cela et en ont gardé une immense méfiance pour tout ce qui s'apparenterait à une « injonction à participer » sans garantie sur les objectifs.

L'Ile de France, ce sont 12 millions d'hommes et de femmes. Notre organisation démocratique repose sur un suffrage universel organisé en fonction de son lieu de résidence : c'est donc de là que devraient se traiter la totalité des problèmes de la vie quotidienne. Or, très souvent, on travaille tout à fait ailleurs, et les lieux de vie, d'envie de participer sont multiples. Ils sont très liés à des problématiques : son emploi, l'école de ses enfants, le club sportif où l'on adhère, les transports que l'on utilise. Il me semble que la participation citoyenne doit s'organiser autour de ces différentes préoccupations. D'autant que les associations, les syndicats, à leur mesure, avec leurs objectifs, organisent de la participation.

Enrichir la démocratie en Ile de France c'est fédérer, impulser, aider tous ceux et celles qui agissent déjà quotidiennement. C'est aussi agir pour construire les conditions de l'égalité pour participer. La démocratie s'accommode mal de l'aliénation, de la soumission et tout ce qui permet de les combattre est un plus. Renforcer tous les lieux de formation, de débats, d'éducation populaire sont des éléments incontournables dans un monde où la proximité la mieux réalisée est celle de la télévision ! Pour participer il faut pouvoir défendre son point de vue : il faut donc l'avoir construit. L'expérience du

féminisme montre que quand on est opprimé, il faut d'abord construire sa parole collective pour pouvoir la porter, la confronter avec celles des autres. Cela est vrai pour toutes les catégories populaires.

Il me semble que la responsabilité qui m'incombe en tant que vice-présidente du conseil régional d'Ile de France chargée de la démocratie régionale, du Conseil Régional des Jeunes et de la vie associative, c'est de contribuer à faire surgir une EXIGENCE de participation pour que les politiques publiques soient réellement au service du bien commun. Cette exigence, elle passera par du conflit, par de l'exigence de pouvoir. Elle ne saurait se limiter au territoire de l'Ile de France. Dans la mondialisation capitaliste, les territoires peuvent être des leviers, pas des forteresses !